

## CORÉE

L'économie a enregistré une accélération entraînée par l'investissement, qui devrait se poursuivre grâce à une croissance plus soutenue des exportations en faveur de la reprise des échanges mondiaux. Toutefois, le lourd endettement des ménages continuera de freiner la consommation privée. La production devrait croître d'environ 4 % en 2014-2015, ce qui contribuerait à faire remonter l'inflation vers sa fourchette-cible de 2.5 %-3.5 %.

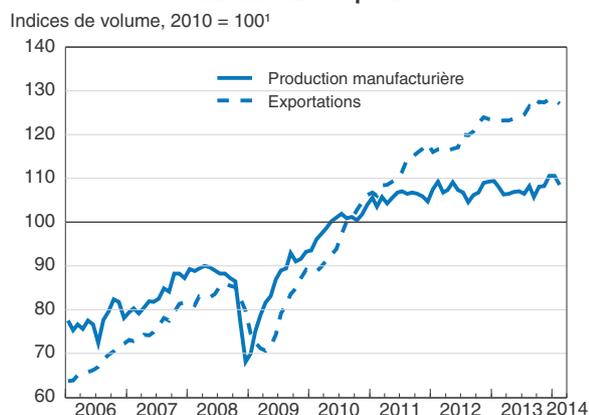
À mesure que la reprise se raffermira, la politique monétaire devra être resserrée. Si les risques négatifs se concrétisent, la Corée dispose d'une marge de manœuvre pour recourir à des mesures de relance monétaire et budgétaire afin de soutenir la croissance, car sa situation budgétaire est solide. La première priorité est d'éviter le piège de la croissance molle en relevant certains défis, tels que le vieillissement rapide de la population et la stagnation du secteur des services, par l'adoption de vastes réformes, notamment celles prévues par le gouvernement dans son plan triennal pour l'innovation économique.

**La production s'est redressée après une période de croissance atone**

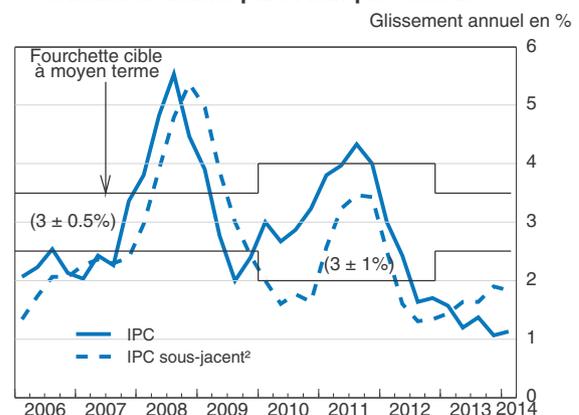
Après deux années qui ont vu la production croître à un rythme annuel d'environ 2 ½ pour cent, l'activité économique s'est accélérée à la mi-2013, entraînée par l'investissement productif et dans l'immobilier résidentiel. La levée de l'encadrement du marché immobilier mis en place en 2007 a contribué à la première augmentation de l'investissement résidentiel depuis sept ans, tandis que la chute des transactions immobilières a été inversée. Cependant, la consommation privée manque toujours de dynamisme, en partie à cause de l'endettement des ménages, qui a atteint 161 % des revenus disponibles à fin 2013. La croissance des exportations a, elle aussi, été relativement lente, reflétant en partie l'appréciation de 8 % du won depuis la mi-2013 en termes pondérés des

### Corée

Les exportations et la production manufacturière piétinent



L'inflation reste en dessous de la fourchette cible d'inflation définie par la banque centrale



1. Données corrigées des variations saisonnières pour la production et moyenne mobile sur 6 mois pour les exportations non corrigées des variations saisonnières.

2. Correspond à la mesure de l'inflation sous-jacente utilisée par l'OCDE, qui exclut l'alimentation et l'énergie.

Source : Office Statistique de la Corée, base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 95 ; et Banque de Corée.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933053923>

Corée : **Demande, production et prix**

	2010	2011	2012	2013	2014	2015
	Prix courants mille milliards de KRW	Pourcentages de variation, en volume (prix de 2010)				
<b>PIB aux prix du marché</b>	1 265.3	3.7	2.3	3.0	4.0	4.2
Consommation privée	636.7	2.9	1.9	2.0	2.6	3.1
Consommation publique	183.1	2.2	3.4	2.7	2.4	3.1
Formation brute de capital fixe	385.9	0.8	-0.5	4.2	5.4	6.4
Demande intérieure finale	1 205.7	2.1	1.4	2.8	3.4	4.1
Variation des stocks <sup>1</sup>	19.3	0.9	-0.6	-1.3	0.0	0.0
Demande intérieure totale	1 225.0	3.0	0.7	1.4	3.4	4.2
Exportations de biens et services	625.3	15.1	5.1	4.3	5.9	8.5
Importations de biens et services	585.0	14.3	2.4	1.6	5.0	8.9
Exportations nettes <sup>1</sup>	40.3	0.8	1.5	1.5	0.7	0.2
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	1.6	1.0	0.7	0.7	1.1
Indice des prix à la consommation	—	4.0	2.2	1.3	2.0	2.8
Déflateur de la consommation privée	—	3.7	2.2	1.0	1.6	2.6
Taux de chômage	—	3.4	3.2	3.1	3.1	3.0
Taux d'épargne nette des ménages <sup>2</sup>	—	3.9	3.9	5.1	5.2	5.3
Solde des administrations publiques <sup>3</sup>	—	1.0	1.0	-0.4	0.1	0.5
Dette brute des administrations publiques <sup>4</sup>	—	33.3	34.8	36.5	37.9	39.0
Balance des opérations courantes <sup>3</sup>	—	2.1	4.0	5.4	5.4	4.5

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. En pourcentage du revenu disponible.

3. En pourcentage du PIB.

4. En pourcentage du PIB, valeur du marché.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 95.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933055595>

échanges. L'inflation est tombée à environ 1 % (en glissement annuel), et l'excédent de la balance courante a atteint 5.4 % du PIB en 2013.

**Le gouvernement lance des réformes pour relever la croissance potentielle**

Le gouvernement a adopté des réformes visant à promouvoir l'innovation, alléger la réglementation et stimuler le taux d'activité. De plus, d'ici 2017, il a l'intention d'abaisser de 5 points de pourcentage l'endettement des ménages rapporté au revenu disponible, notamment en restructurant la dette des ménages défaillants. Le déficit budgétaire de l'État (hors excédent de la sécurité sociale, proche de 3 % du PIB) sera progressivement ramené de 1½ % du PIB environ en 2013 à 0.4 % en 2017, en évitant toute augmentation des impôts. Les dépenses publiques au titre des prestations sociales grimpant à un rythme supérieur à 10 %, d'autres catégories de dépenses devront faire l'objet d'une stricte limitation. Pour ce qui est du budget des administrations publiques (sécurité sociale et collectivités locales comprises), un léger excédent est attendu en 2014-2015, ce qui contribuerait à maintenir la dette publique brute en deçà de 40 % du PIB. Par ailleurs, la banque centrale maintient son taux directeur inchangé depuis mai 2013, à 2.5 %.

**Une croissance d'environ  
4 % est prévue pour  
2014-2015**

La production devrait s'accroître d'environ 4 % en 2014 comme en 2015, grâce au redressement des exportations, entraînées par l'accélération des échanges mondiaux. Les accords de libre-échange signés avec l'UE (2011), les États-Unis (2012), le Canada (2014) et l'Australie (2014) vont eux aussi stimuler les échanges et la productivité. Cet essor plus vif des exportations favorisera l'investissement productif et la croissance de l'emploi, tout en soutenant la progression des salaires. Cette croissance soutenue devrait ramener l'inflation à l'intérieur de la fourchette cible d'ici la fin de 2014 et réduire l'excédent de la balance courante à moins de 4½ pour cent du PIB en 2015.

**Les risques sont d'origine  
intérieure et extérieure**

Les risques intérieurs sont principalement positifs, dans la mesure où les initiatives prises par le gouvernement pour relever la croissance potentielle et réduire le ratio d'endettement des ménages seront opérantes. La Corée est particulièrement sensible à la fragilité de la situation économique mondiale et aux fluctuations des cours de change, car les exportations représentent plus de la moitié de son PIB.



Extrait de :  
**OECD Economic Outlook, Volume 2014 Issue 1**

Accéder à cette publication :  
[https://doi.org/10.1787/eco\\_outlook-v2014-1-en](https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2014-1-en)

**Merci de citer ce chapitre comme suit :**

OCDE (2014), « Corée », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2014 Issue 1*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: [https://doi.org/10.1787/eco\\_outlook-v2014-1-24-fr](https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2014-1-24-fr)

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à [rights@oecd.org](mailto:rights@oecd.org). Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) [info@copyright.com](mailto:info@copyright.com) ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) [contact@cfcopies.com](mailto:contact@cfcopies.com).